



Projet de loi de finances rectificative pour 2021

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 23 juin 2021

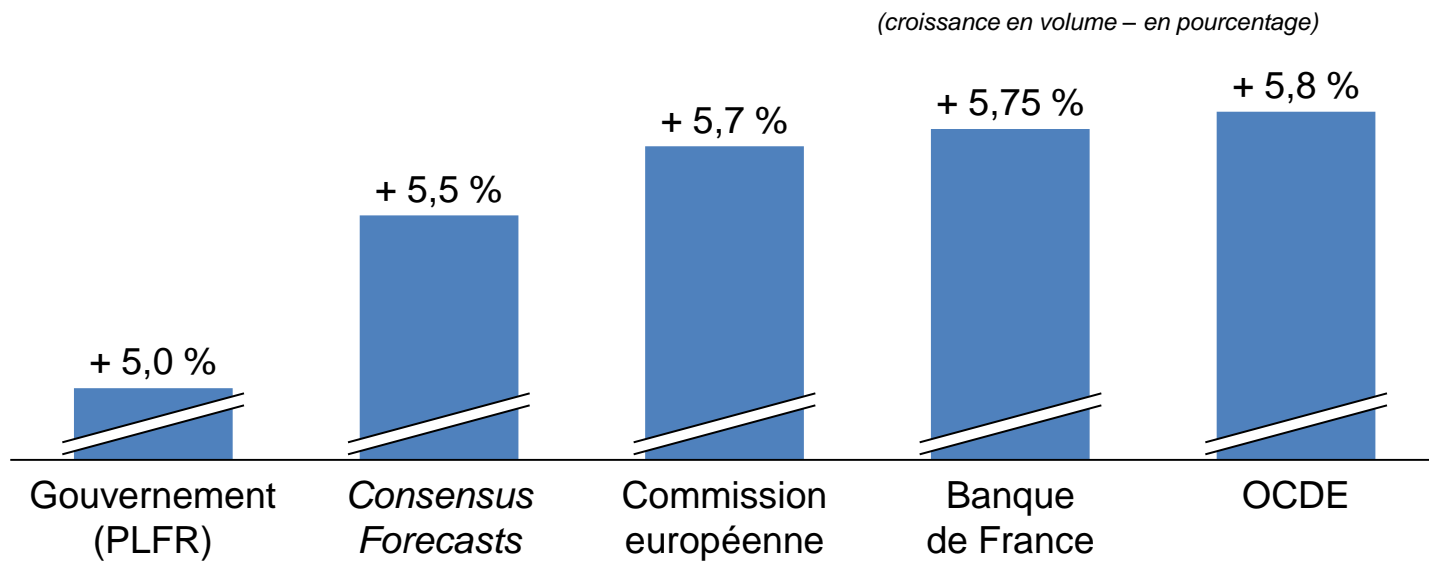




**Une croissance de retour mais qui
reste modérée et fragile**

L'hypothèse de croissance du Gouvernement se situe dans la fourchette basse des prévisions

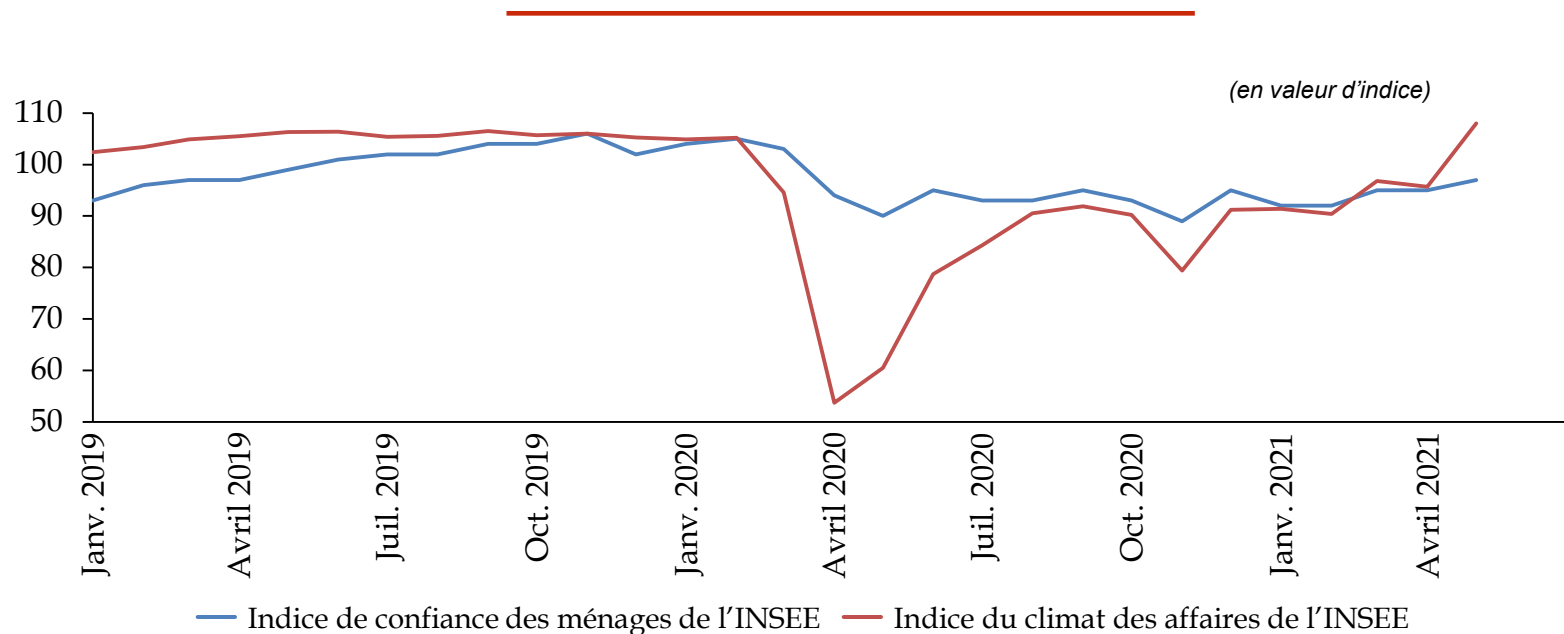
Prévision de croissance pour la France en 2021 des différentes institutions



Source : commission des finances du Sénat à partir des données des institutions citées

Certains indicateurs laissent à penser que la croissance pourrait être finalement un peu supérieure à la prévision gouvernementale

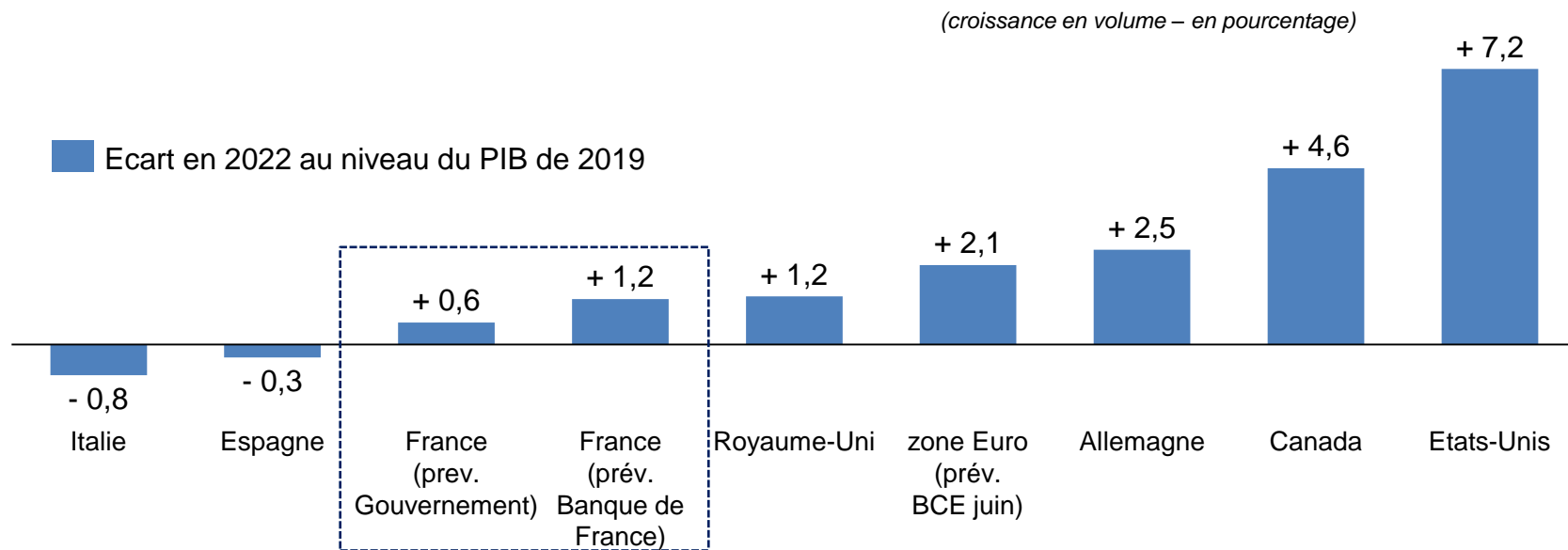
Indice de climat des affaires et de confiance des ménages



Source : commission des finances du Sénat d'après l'INSEE

Néanmoins, même en faisant preuve d'optimisme, la reprise à horizon 2022 sera moins importante que chez nos partenaires

Niveau d'activité des économies en 2022 par rapport à l'année 2019



Source : commission des finances du Sénat d'après le Consensus Forecasts; la Banque centrale européenne, la Banque de France et le Gouvernement

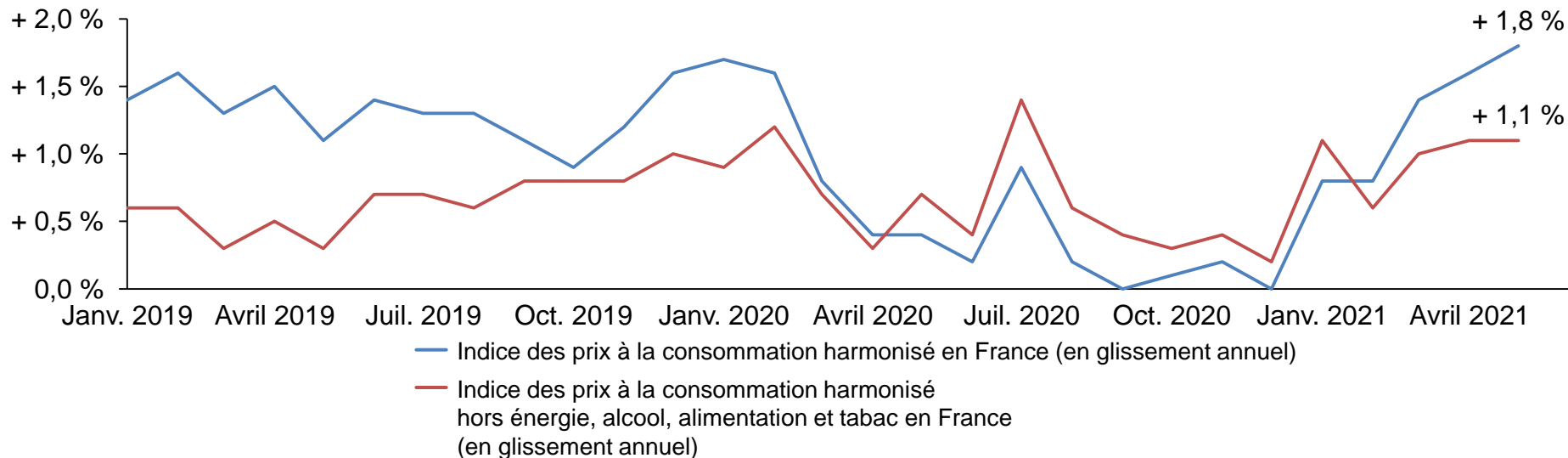


Une accélération de l'inflation et une hausse des taux d'intérêt en 2021 qui ne bouleversent pas les équilibres

Le taux d'inflation a augmenté en France au cours de l'année 2021

Inflation en France (janvier 2019-mai 2021)

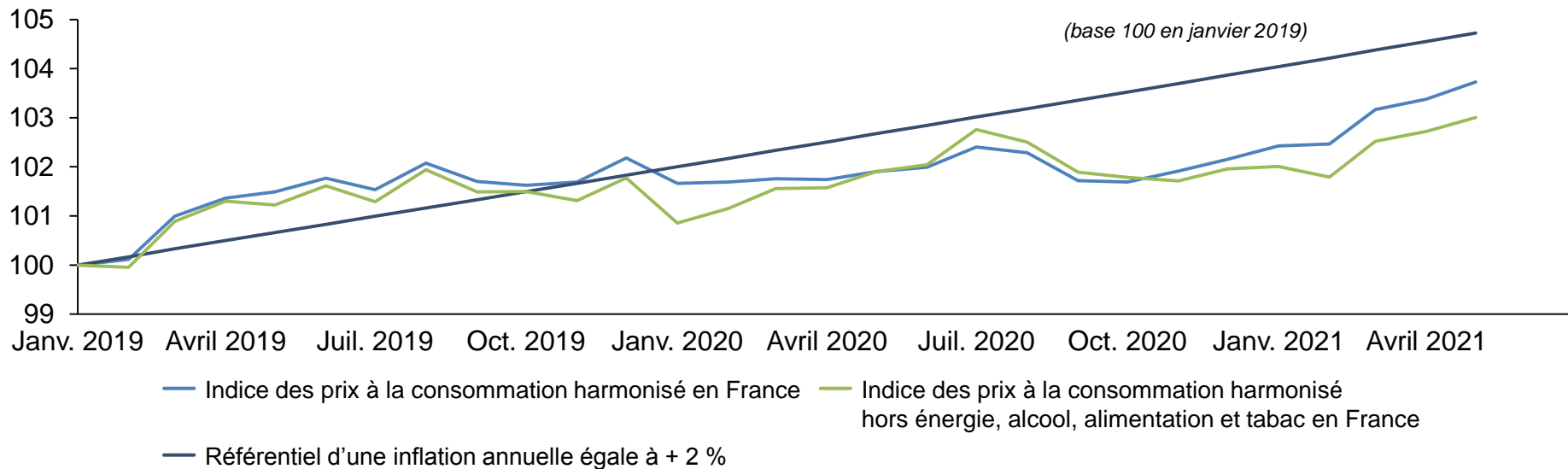
(en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat d'après Eurostat.

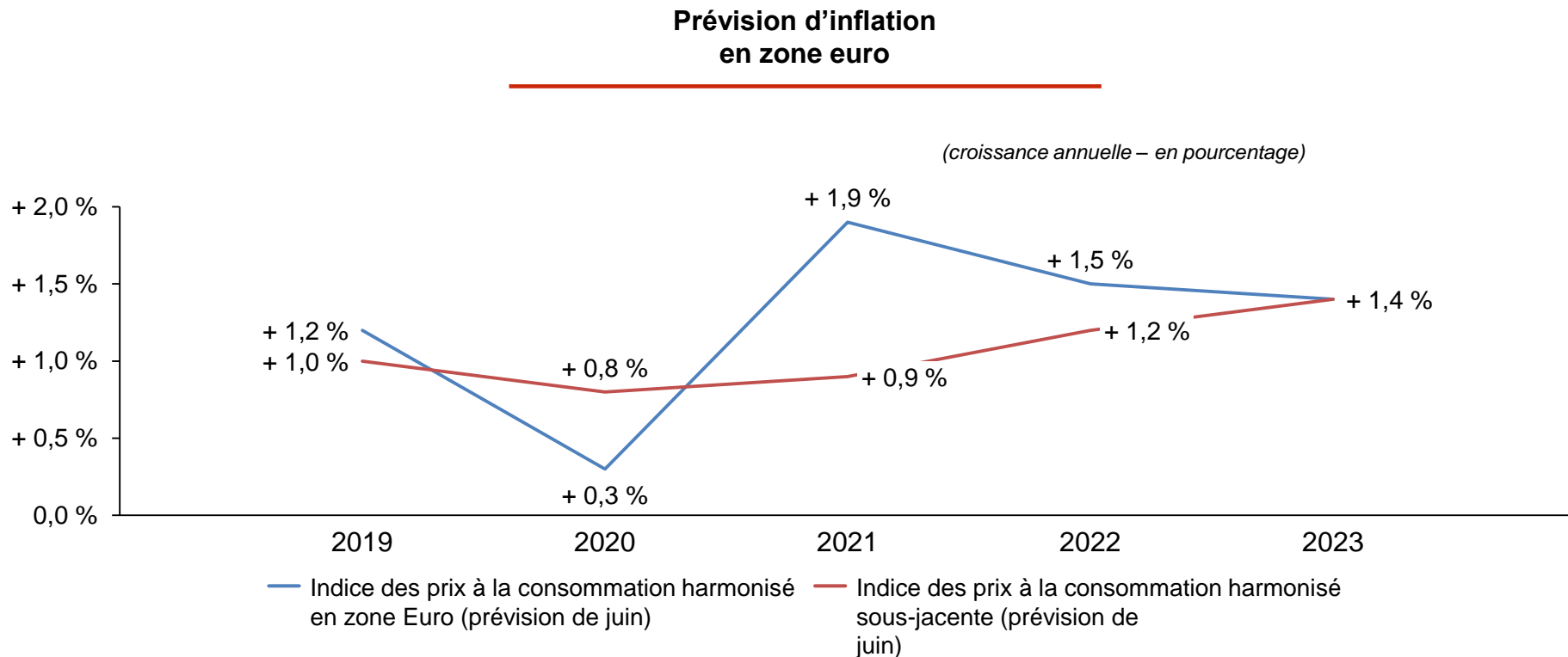
Pour autant, le niveau de l'indice des prix a faiblement progressé sur la période 2019-2021

Indice des prix à la consommation en France (janvier 2019 - mai 2021)



Source : commission des finances du Sénat d'après Eurostat.

La Banque centrale européenne anticipe bien un rebond d'inflation en 2021 mais ne lui prédit pas de caractère durable



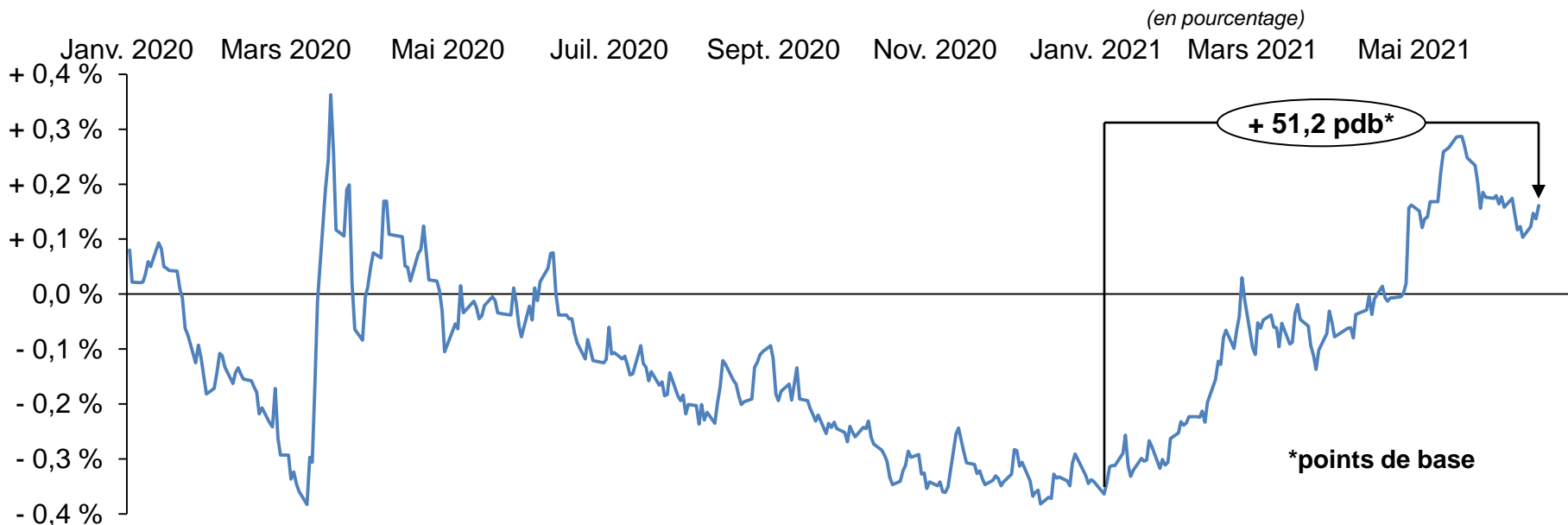
Source : commission des finances du Sénat d'après la Banque centrale européenne



**Les taux d'intérêt nominaux sont sortis
du territoire négatif**

Le taux d'intérêt nominal des obligations françaises à 10 ans est sorti du territoire négatif

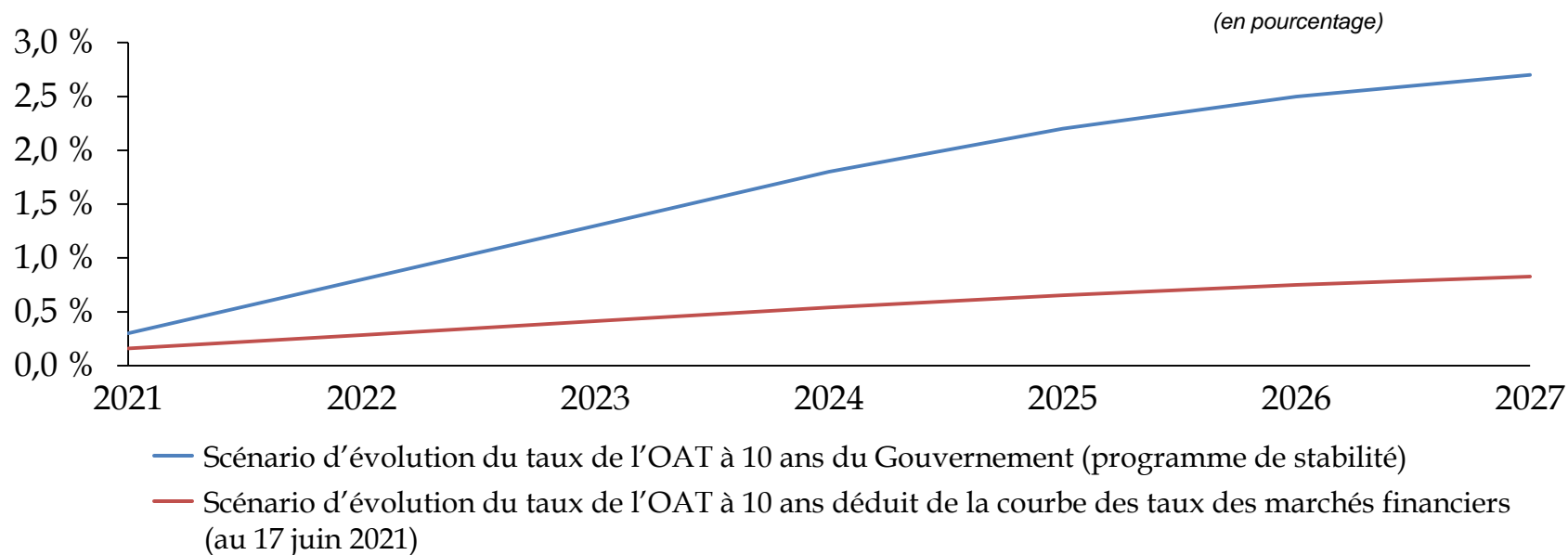
Évolution du taux d'intérêt des obligations assimilables du Trésor à 10 ans



Source : commission des finances du Sénat d'après Eurostat.

Toutefois, les marchés anticipent une progression des taux bien moins importante que celle retenue par le Gouvernement dans sa trajectoire du programme de stabilité

Scénario d'évolution du taux d'intérêt des obligations assimilables du Trésor à 10 ans



Source : commission des finances du Sénat d'après les documents budgétaires et la Banque centrale européenne..



**Réussir la sortie de crise et soutenir la
relance**

Près de 44 milliards d'euros engagés ou prévus en faveur du soutien direct à la trésorerie des entreprises, dont :

- 22,2 milliards d'euros au titre du fonds de solidarité et des autres aides directes
- 11 milliards d'euros au titre de la prise en charge de l'activité partielle
- 3,7 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales

L'apport de la garantie de l'État :

- au titre des prêts garantis par l'État (138 milliards d'encours en juin 2021)
- au titre des véhicules d'apport en quasi-fonds propres

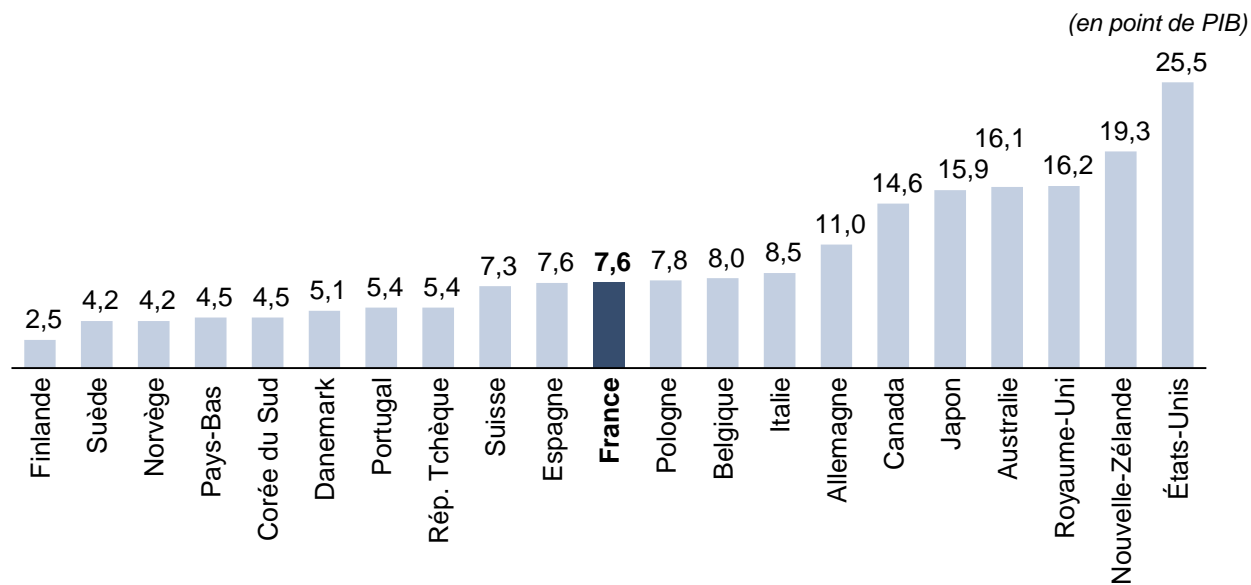
Des mesures qui vont dans le bon sens :

- L'assouplissement du « carry back » (report en arrière du déficit des entreprises)
- La réforme du dispositif d'allégement de cotisations sociales

Un manque à combler : les moyens d'inciter au renforcement des fonds propres des entreprises afin d'assurer leur solvabilité

La taille du plan de relance présente un caractère intermédiaire en comparaison internationale tandis que son décaissement apparaît trop lent

Classement de l'ampleur des plans de relance



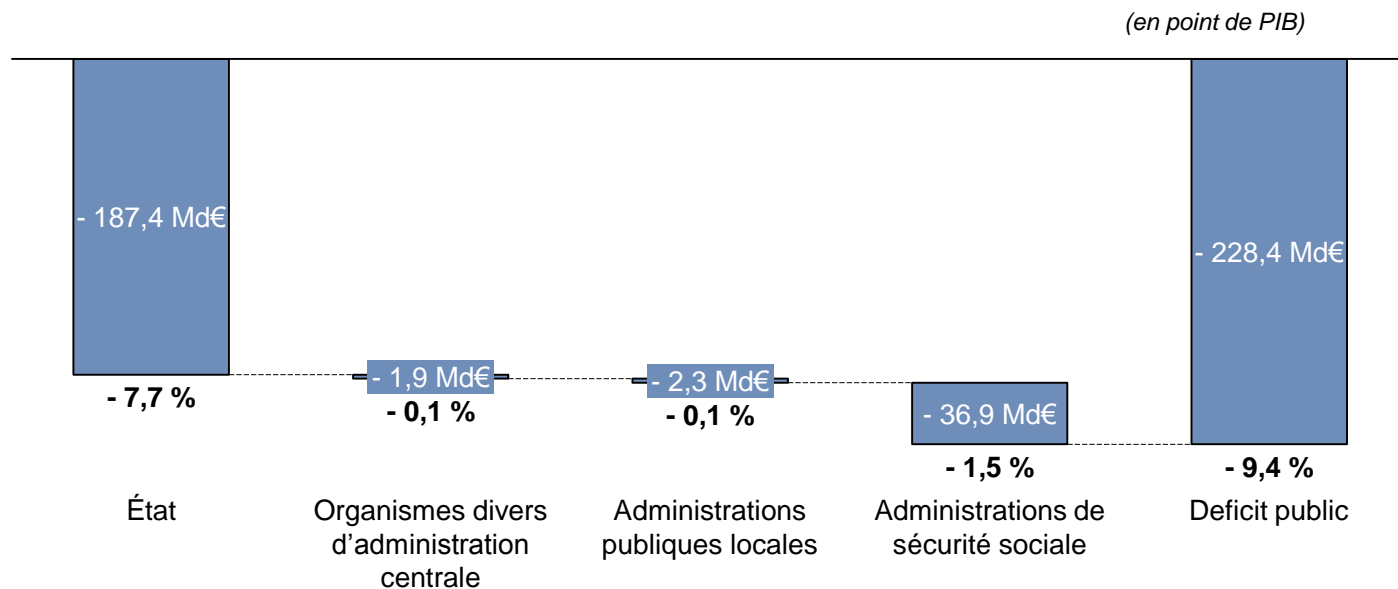
- **26,8 milliards d'euros ouverts en crédits de paiements au titre de 2021.**
- **3,6 milliards d'euros décaissés seulement**



**Le solde public est
particulièrement dégradé**

Le déficit public en 2021 devrait s'élever à 228,4 milliards d'euros, principalement supporté par l'État

Décomposition du solde public en 2021



Source : commission des finances du Sénat d'après Eurostat.

La dégradation du solde public s'explique essentiellement par le renforcement des dispositifs de soutien à l'activité

Une révision du déficit lors du programme de stabilité de - 0,5 point de PIB, sous l'effet :

- d'une hausse des dépenses de + 1,5 point de PIB résultant d'une augmentation du coût du fonds de solidarité et de l'ONDAM (36,4 milliards d'euros)
- d'une hausse de recettes de + 1 point de PIB résultant de l'amélioration du contexte macroéconomique (24,2 milliards d'euros)

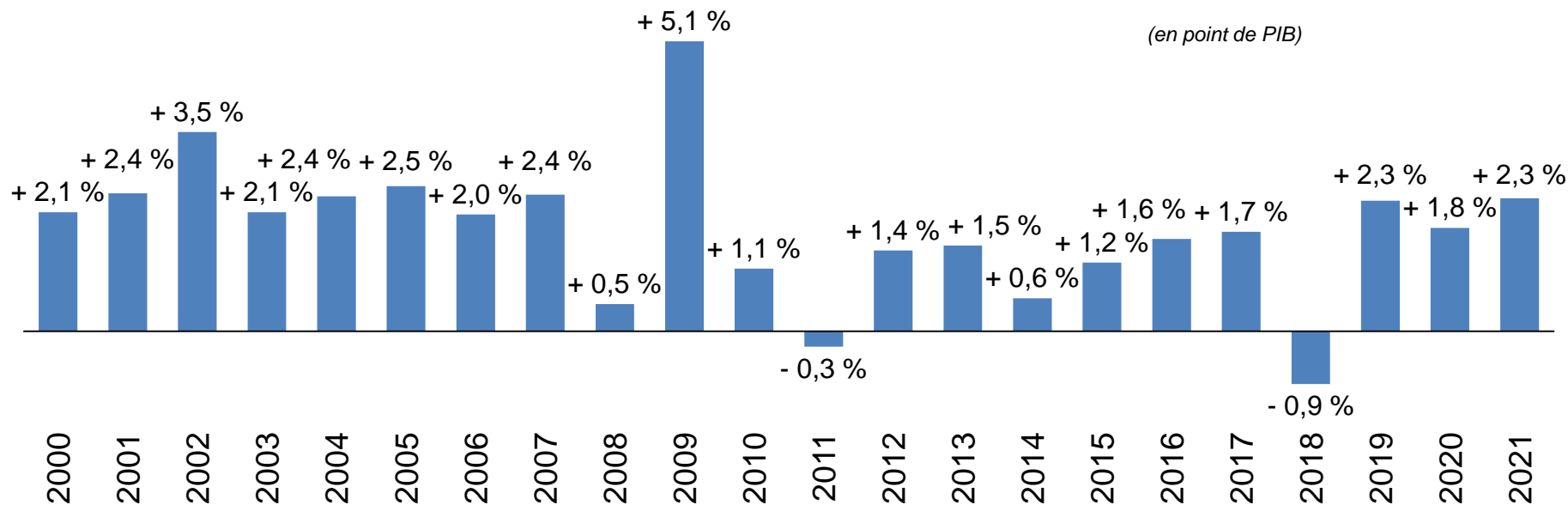
Une dégradation du déficit de 0,4 point de PIB depuis le programme de stabilité, sous l'effet :

- d'une hausse des dépenses de 0,6 point de PIB (13,9 milliards d'euros)
- d'une hausse des recettes de 0,1 point de PIB (3,3 milliards d'euros)

Dépenses supplémentaires par rapport au programme de stabilité	Coût
Soutien à l'activité partielle	+ 3,7 Md€
Fonds de solidarité	+ 3,8 Md€
Primes à l'embauche et à l'alternance	+ 2,6 Md€
Accélération des dépenses en faveur du plan de relance	+ 0,5 Md€
Dotations pour dépenses accidentelles	+ 1,5 Md€
Rallonge aux « <i>permittents</i> »	+ 0,9 Md€
Assurance maladie	+ 0,5 Md€
Assouplissement du « carry back »	+ 0,4 Md€
Total	+ 13,9 Md€

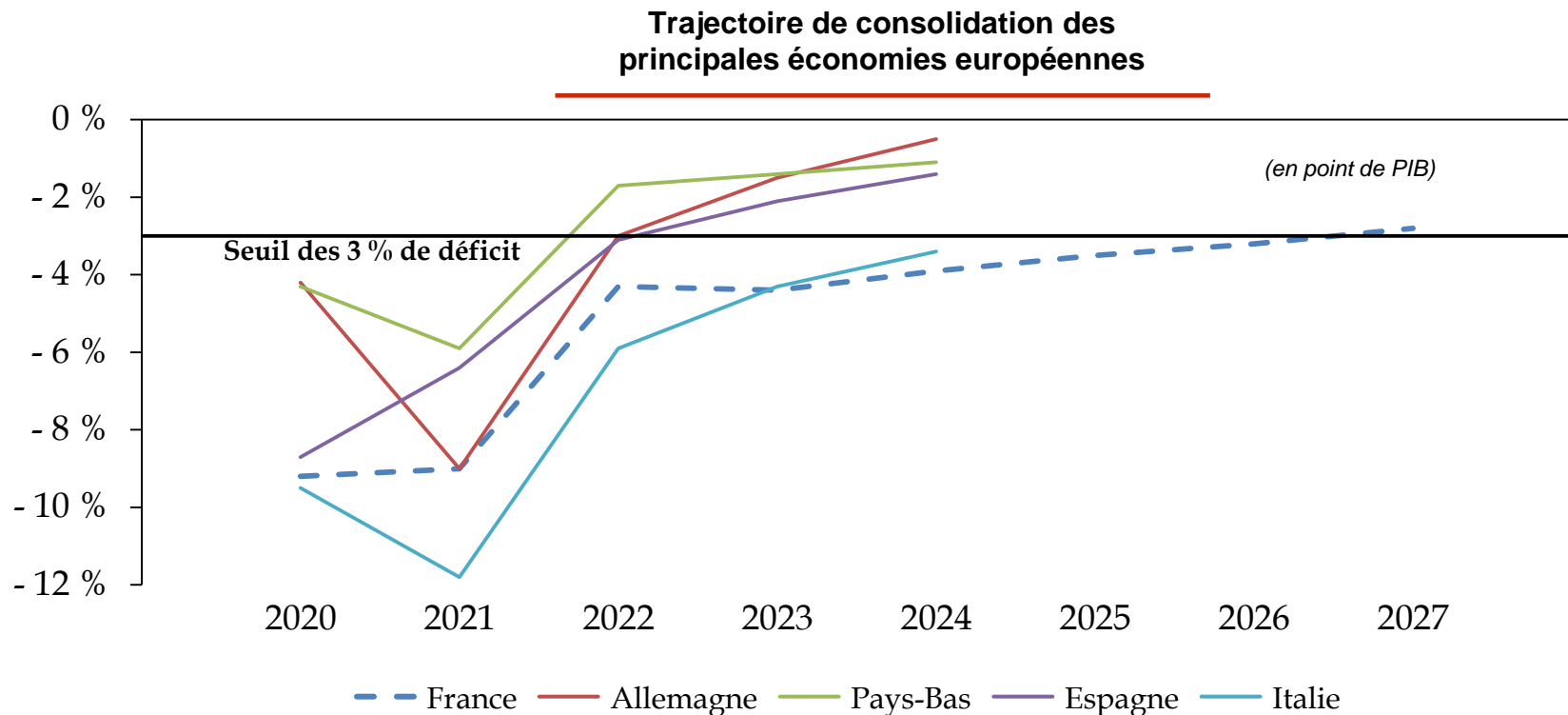
Hors mesures de soutien et de relance, les dépenses primaires augmentent comme en 2019 de +2,3%

Évolution de la dépense publique primaire (hors charge de la dette et mesures de relance et de soutien en 2020 et 2021)



Source : commission des finances du Sénat d'après Eurostat.

Pour l'avenir, si la trajectoire de consolidation est ambitieuse elle nous singularise et ne s'accompagne d'aucune stratégie permettant de l'atteindre



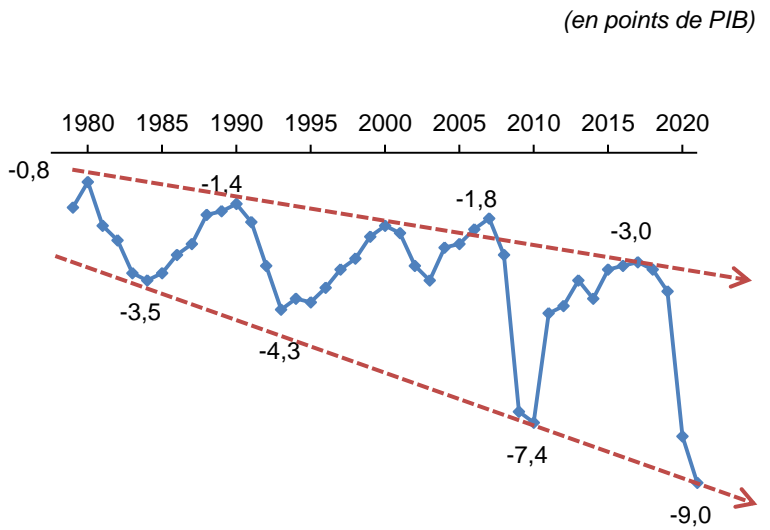
Source : commission des finances du Sénat d'après les programmes de stabilité des États membres.

The image shows a grand, semi-circular assembly hall, likely the French National Assembly, with a red overlay. The hall features ornate architecture, including a central stage with statues and a clock on the right wall. The seating is arranged in a semi-circle, and many people are seated at desks. The text is centered in the foreground.

Un budget de précaution aggrave le déficit budgétaire affiché de 46,7 milliards d'euros

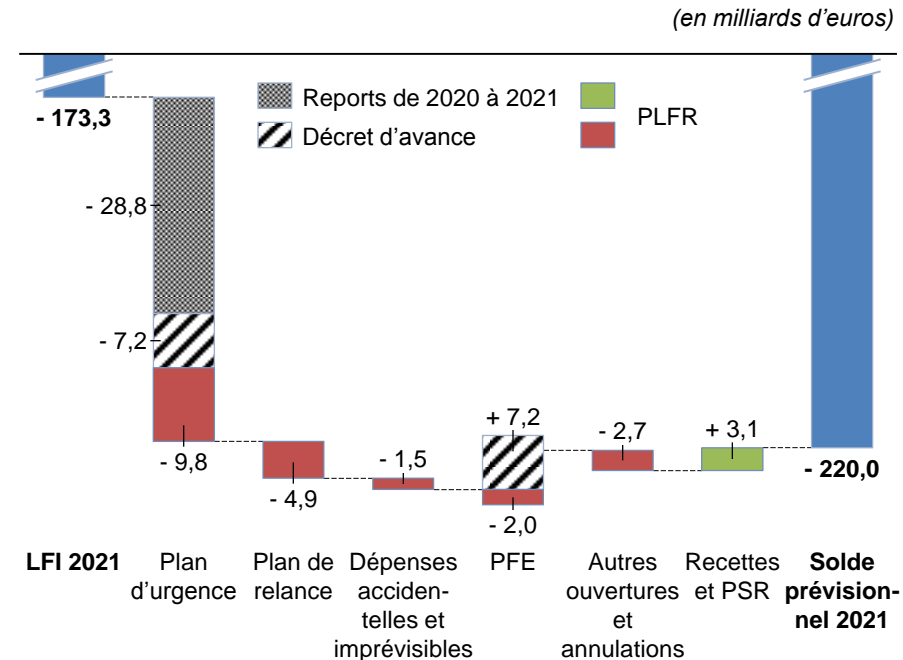
Le déficit se dégrade de 46,7 milliards d'euros, dont 28,8 milliards d'euros sont liés aux reports de crédits

Évolution à long terme du solde budgétaire de l'État



Source : commission des finances, à partir du rapport économique, social et financier pour 2020 et du projet de loi de finances rectificative pour 2021

Évolution du solde budgétaire entre la loi de finances initiale et le PLFR

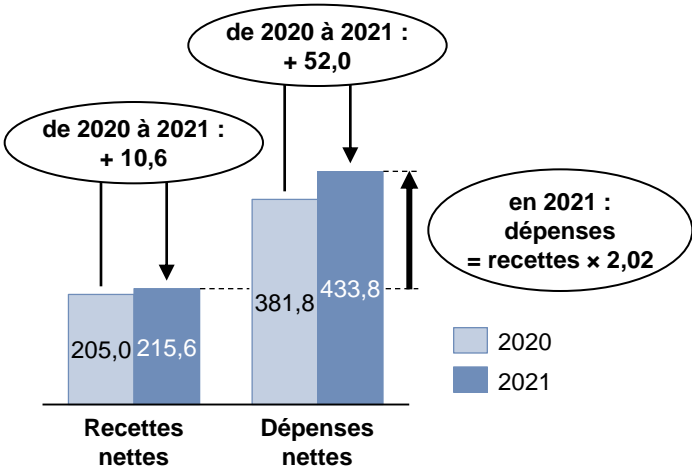


Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Le déficit prévu impliquerait une augmentation considérable des dépenses en 2021 par rapport à 2020

Évolution des recettes et des dépenses du budget général de 2020 à 2021

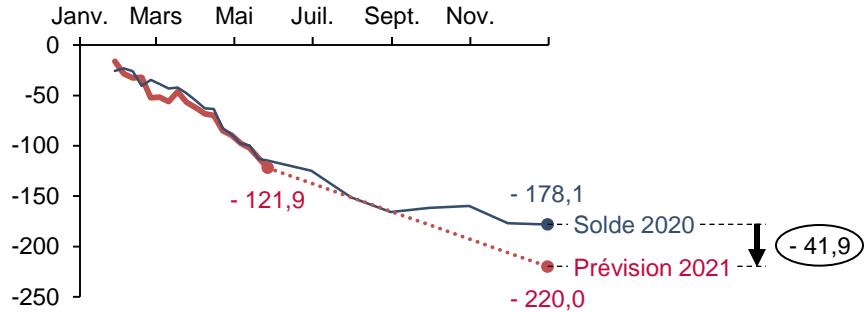
(en milliards d'euros, sur l'ensemble de l'année)



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Évolution du solde budgétaire de l'État en 2020 et 2021

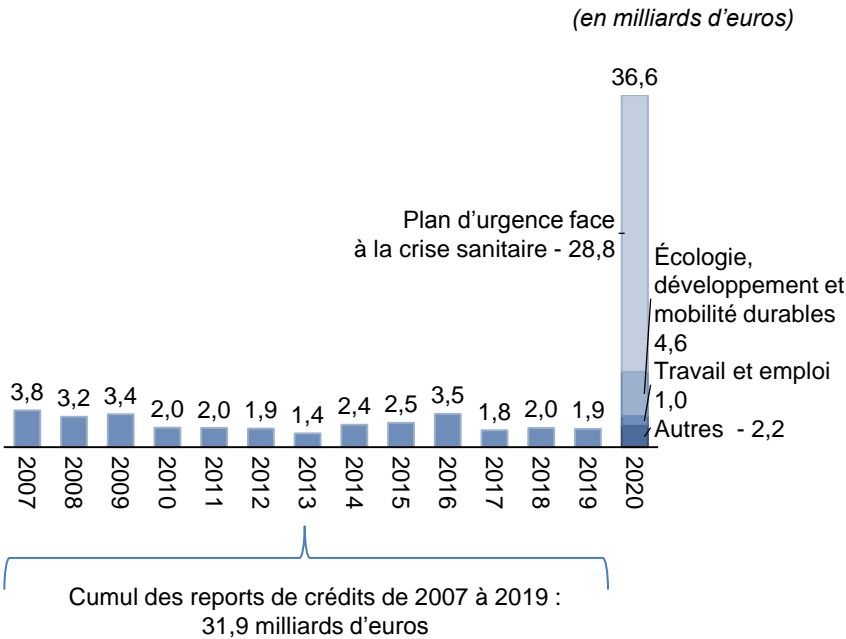
(en milliards d'euros)



Source : commission des finances, à partir des situations hebdomadaires et mensuelles du budget de l'État

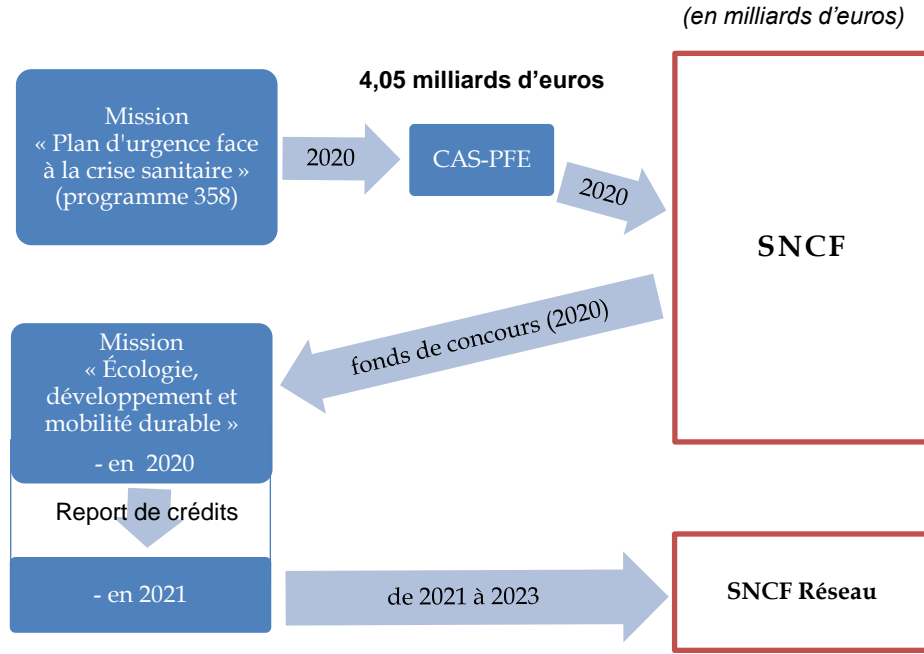
Les reports et transferts de crédit contribuent à brouiller les limites entre les missions budgétaires

Reports de crédits non consommés de 2007 à 2020



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

L'opération de recapitalisation de la SNCF



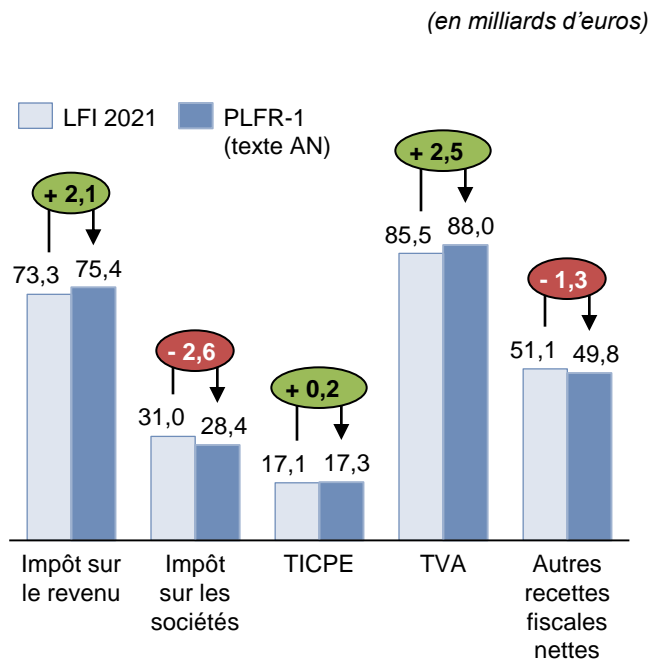
Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

The image shows a grand, semi-circular assembly hall, likely the French National Assembly, with a red overlay. The hall features ornate architecture, including a central stage with a clock and a large mural. The seating is arranged in a semi-circle, and the overall atmosphere is formal and historical.

**Les recettes de l'État sont révisées en
légère hausse de 3,1 milliards d'euros**

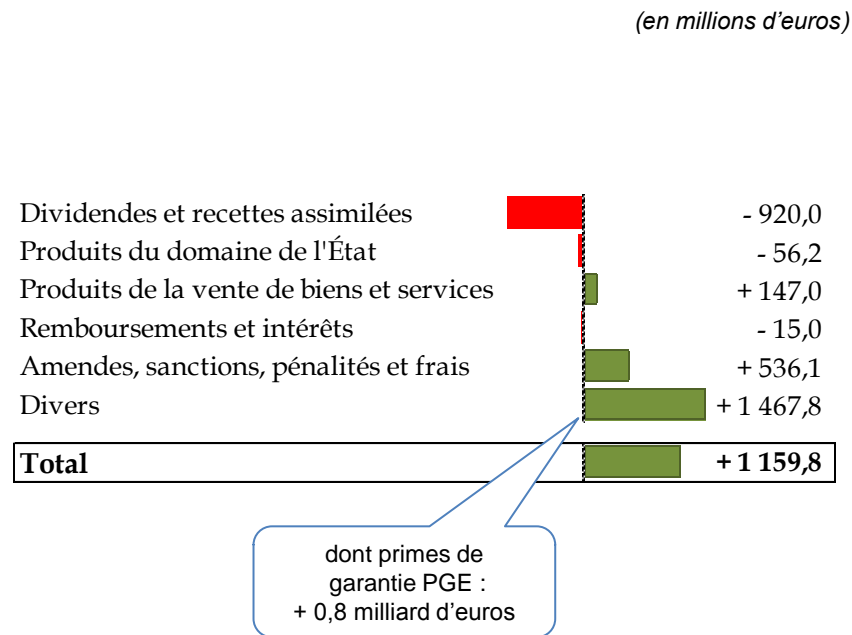
Les recettes fiscales et non fiscales connaissent une révision à la hausse modérée, notamment en raison de la réévaluation des revenus de 2020

Les recettes fiscales nettes



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires et du texte adopté par l'Assemblée nationale

Évolution des recettes non fiscales par rapport à la prévision en loi de finances initiale



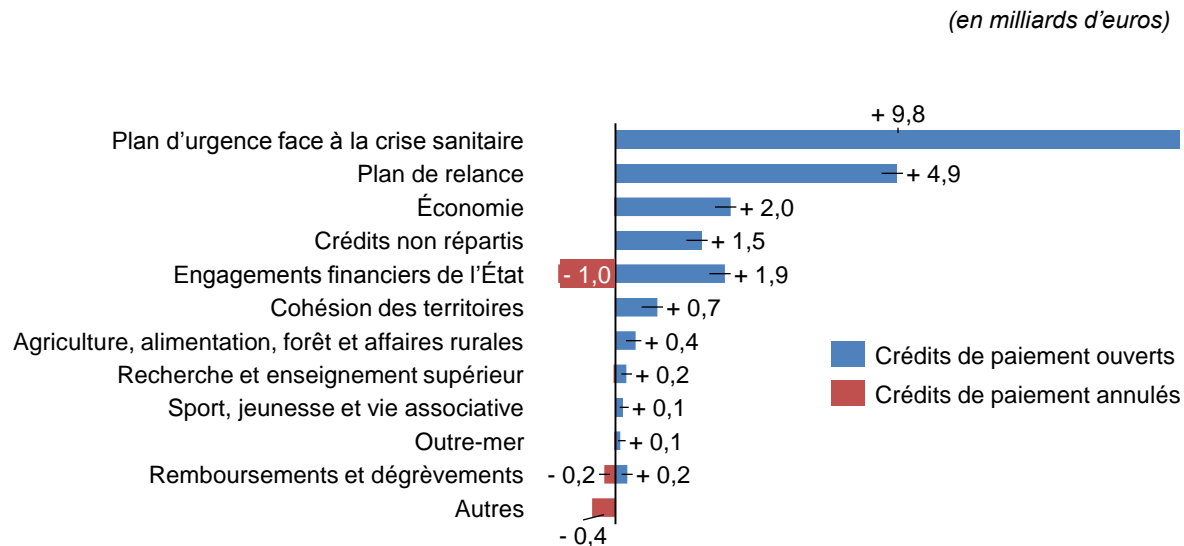
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires et du texte adopté par l'Assemblée nationale



Les crédits budgétaires de l'État restent majoritairement concentrés sur les mesures d'urgence ou de soutien

Les ouvertures de crédit concernent majoritairement le financement des mesures d'urgence ou la constitution d'une enveloppe de précaution

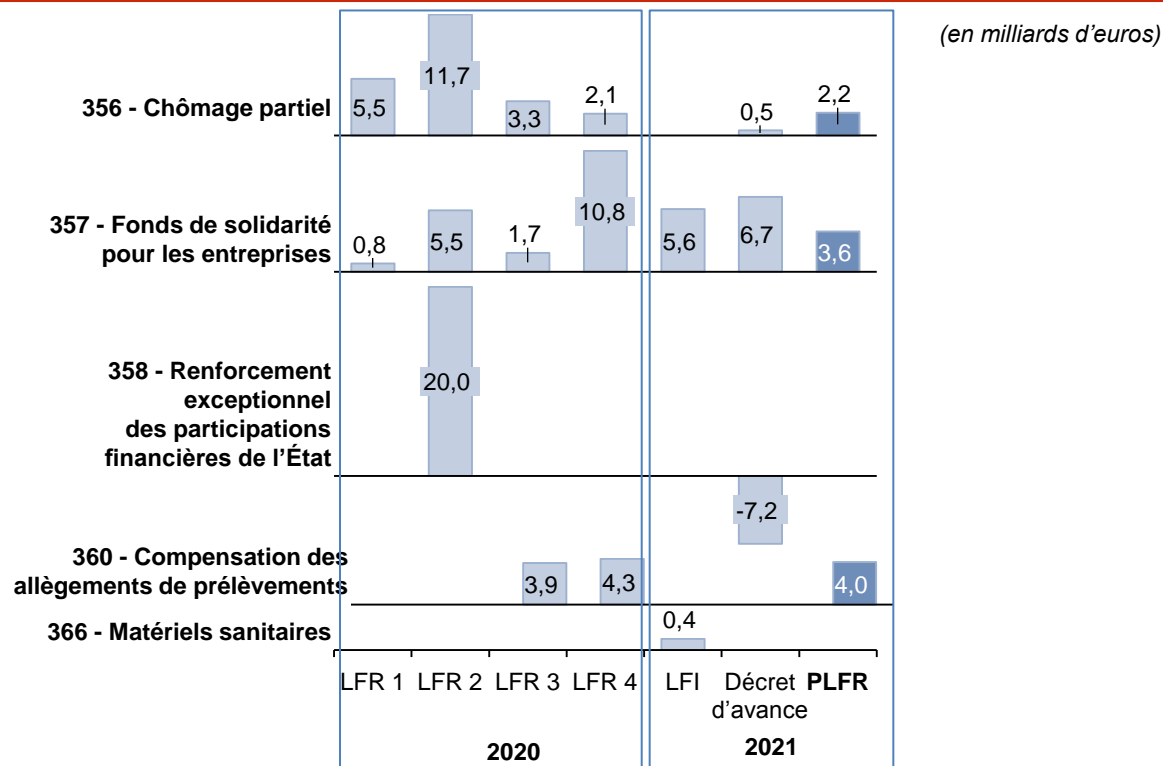
Principales ouvertures et annulations de crédits proposés par le projet de loi de finances rectificative sur le budget général



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

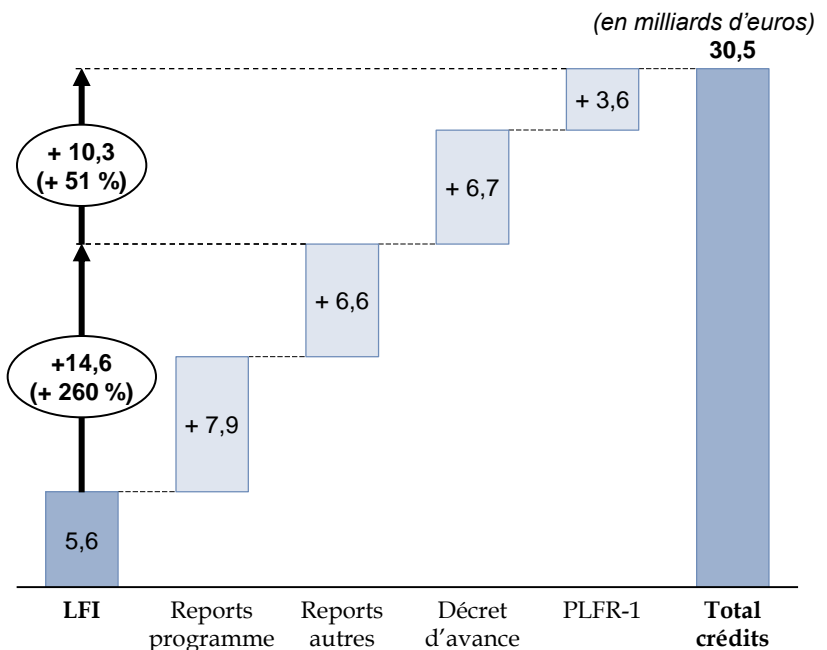
La mission « Plan d'urgence » bénéficie de près de 10 milliards d'euros de crédits supplémentaires, soit au total 85,4 milliards d'euros de crédits budgétaires sur deux ans

Ouvertures et annulations de crédit sur la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire »



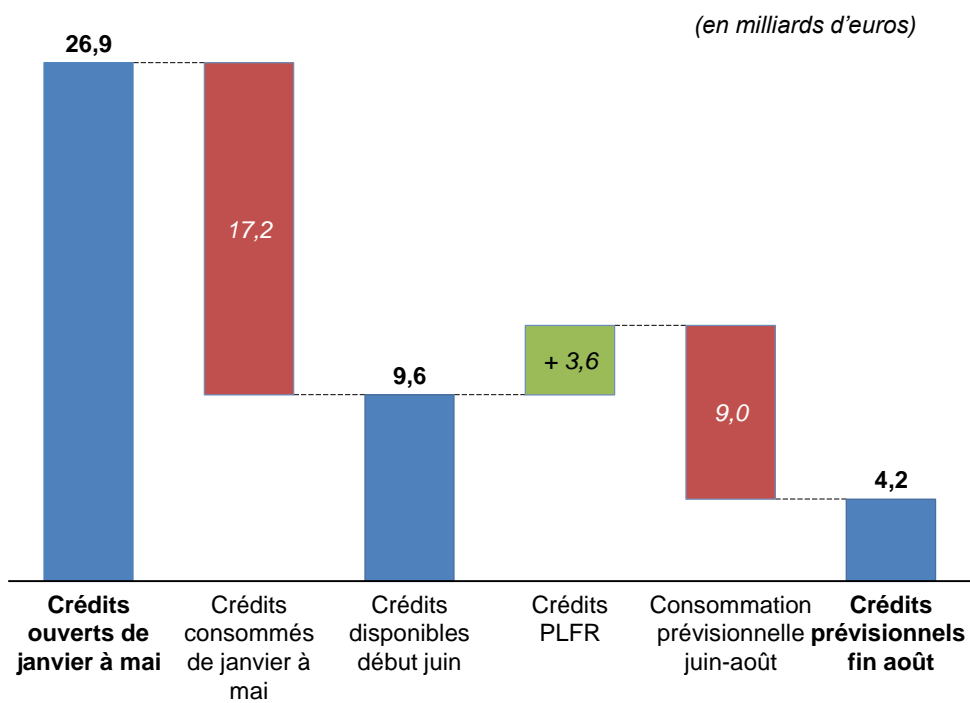
Le fonds de solidarité voit ses crédits atteindre 30,5 milliards d'euros en 2021, dont près de la moitié par reports de crédits

Reports et ouvertures de crédits sur le programme 357 « Fonds de solidarité pour les entreprises » en 2021



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Consommations de crédits au titre du fonds de solidarité en 2021

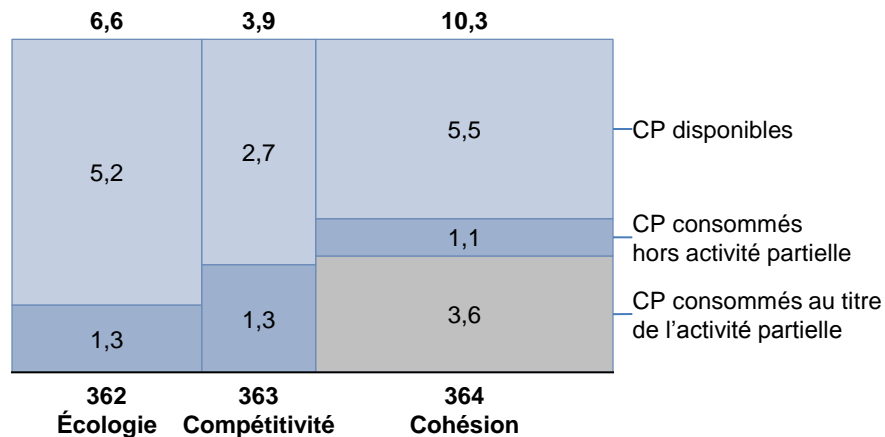


Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires et des données Chorus

Sur la mission « Plan de relance », la consommation de crédits de paiement est de 18,1 % hors financement du chômage partiel

Crédits consommés et disponibles sur la mission « Plan de relance » au 15 juin 2021

(en milliards d'euros)



Les crédits déjà consommés au titre de l'activité partielle sont de 3,6 milliards d'euros, sur un total prévu de 4,2 milliards d'euros.

Source : commission des finances du Sénat, à partir des données Chorus

Les ouvertures de crédit bénéficient également à plusieurs autres secteurs, en majorité atteints par les conséquences de la crise sanitaire

- Le financement de **l'hébergement d'urgence** nécessite un abondement exceptionnel de 700 millions d'euros.
- Le projet de loi de finances rectificative contribue au financement de plusieurs aides d'urgence au **monde agricole**.
- Une aide d'urgence de 82 millions d'euros est apportée à la **Nouvelle-Calédonie**.
- Des crédits sont redéployés entre le **programme d'investissements d'avenir** et la **mission « Recherche et enseignement supérieur »**.
- 130 millions d'euros sont ouverts en faveur de la pratique du **sport**.
- Les prévisions de **remboursements et dégrèvements** sont adaptées à l'évolution des prévisions de recettes fiscales.
- Le **Fonds d'urgence pour le spectacle vivant privé non musical** est abondé de 5 millions d'euros à l'Assemblée nationale.

Les ouvertures de crédit bénéficient également à plusieurs autres secteurs, en majorité atteints par les conséquences de la crise sanitaire

- La hausse de la **dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles** pallie l'impossibilité de procéder, en cas de nécessité, à un nouveau décret d'avance.
- Les **annulations de crédits sur le budget général**, hors crédits évaluatifs et redéploiements, portent sur les **crédits mis en réserve** et sur certaines prévisions de **sous-consommation**.
- La reprise de l'inflation accroît la **charge de la dette** de 1,9 milliard d'euros en 2021.
- Les **appels en garantie** n'atteindraient pas le niveau très prudent retenu en loi de finances initiale.
- Le **budget annexe « Contrôle et exploitation aériens »** bénéficie d'une nouvelle avance de 200 millions d'euros.



Projet de loi de finances rectificative pour 2021

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 23 juin 2021

